

15/12/21



Communiqué

## Un groupe de 60 parlementaires de l'UE demande le gel de la participation d'Israël au programme "Horizon Europe"



Partager



Un groupe multipartite de 60 députés européens a envoyé une lettre au Haut Représentant de l'UE, Joseph Borell, exprimant ses préoccupations quant à la formalisation de l'accord Horizon Europe avec Israël.

L'association avec Horizon Europe est l'une des formes les plus étroites de coopération en matière de recherche et d'innovation entre l'UE et les pays tiers. Depuis des années, les organisations de la société civile européenne et palestinienne et les députés européens s'inquiètent de l'acheminement de l'argent des contribuables européens vers des institutions israéliennes complices de colonies illégales et vers des entreprises militaires israéliennes.

"La vision d'Horizon Europe est de créer "un avenir durable, équitable et prospère pour les personnes et la planète, fondé sur les valeurs européennes". Néanmoins, les actes inhumains d'Israël visant les Palestiniens ont été caractérisés par des experts internationaux et européens comme équivalant à des actes internationalement illicites d'apartheid et de persécution, nécessitant des obligations de non-reconnaissance par les États tiers et une obligation de mettre fin à l'acte internationalement illicite" - indique le groupe de députés dans leur lettre.

"Les récentes révélations concernant l'utilisation de technologies de cybersurveillance, telles que le logiciel espion Pegasus, contre les défenseurs palestiniens des droits de l'homme, ainsi que la source de ces technologies, devraient faire l'objet d'une enquête et d'un traitement", indique la lettre.

"En outre, Israël a intensifié ses attaques contre la société civile palestinienne, plus récemment par la désignation injustifiée de six organisations importantes comme "terroristes" et illégales, visant à les isoler, mettant en danger la viabilité du mouvement palestinien des droits de l'homme et de la société civile - clé de toute société démocratique et inclusive" - ajoutent les députés.

Rosa D'Amato, l'un des députés européens à l'origine de la lettre, a déclaré : "Je refuse d'être passive face à cette situation : "Je refuse d'être un spectateur passif des violations des droits de l'homme en Palestine. La crédibilité de l'UE est en jeu ici : nous prétendons défendre certaines valeurs dans le monde entier, mais ces normes ne semblent pas s'appliquer aux autorités israéliennes. L'officialisation de l'accord Horizon Europe avec Israël, alors que les attaques contre les ONG et la société civile se sont intensifiées, envoie un message inquiétant."

L'accord Horizon Europe avec Israël a été signé le 6 décembre par la Commission européenne, mais le Parlement européen doit encore donner son accord à la signature.

[Traduction : AFPS](#)

